

MODÉRER mais garder l'émotion

Nous vivons en des temps tragiques où les événements nous secouent avec une telle violence qu'il faut, aux combattants comme aux non-combattants, soit de l'insouciance, soit de la force d'âme pour ne pas être jetés par terre et anéantis.

Sanglantes et longues batailles, vingt fois plus sanglantes et plus longues qu'elles ne furent oncques; exils de populations affamées et misérables; torpillages et effondrements de navires; partout le bonheur interdit, partout la vie menacée; non pas notre vie à nous, qui est si peu de chose, mais la vie de ceux qui nous sont chers, de nos jeunes compatriotes, si vaillants, si nobles, que fauche la mort.

Un avenir sombre, malgré la certaine victoire: un présent fécond en tortures matérielles et morales. On vit le cœur gros, avec un poids lourd sur la poitrine, et les jours, succédant aux jours, apportent de renaissances angoissées.

Heureusement il se fait une sorte d'accoutumance. L'habitude de la douleur émousse la douleur. Nous anxieuses vont en croissant; mais le cœur s'affaiblit de plus en plus. Le soldat affronte les gaz asphyxiants, les mitrailleuses, les fils de fer barbelés, les obus de 420 et les shrapnells des avions avec un courage qui grandit plus vite que la force destructrice des machines militaires qui s'inventent. Les mères et les épouses trouvent des ressources inattendues de résignation et de patriotisme. Grâce à la souplesse merveilleuse de notre âme et de notre corps, il se fait une graduelle et progressive adaptation aux émotions qui se ruent sur nos pauvres personnes.

Aussi arrivons-nous à conserver quelque sérénité au milieu du plus effroyable cataclysme que la folie humaine, menée par deux puissants empires, ait encore déchaîné sur la planète.

Gardons la sérénité; mais ne proscrivons pas l'émotion. Seules les émotions donnent quelque dignité (et quel charme) à la vie. Ne pas être ému par un acte d'héroïsme, ne pas partager la douleur d'une épouse qui a perdu l'être cher, d'une mère qui apprend la mort d'un enfant adoré, ce ne serait pas la sérénité, mais un monstreux, un hideux égoïsme.

La sérénité, loin d'exclure la pitié, a pour effet de rendre la pitié plus agissante, plus efficace, plus utile. Ne pourrait-on dire, en modifiant un vers célèbre: la pitié qui n'agit pas, est-ce une pitié sincère? La pitié doit porter à l'assistance, non à l'abandon; stimuler notre ardeur, et non l'éteindre. L'émotion qui terrasse et affaile est lâche et exécrable; l'émotion qui grandit l'énergie est admirable et sainte.

Et, sans avoir philosophé, nos courageuses Françaises ont su garder toute leur émotion, mais en même temps la réfréner assez pour ne pas être écrasées par elle, et pouvoir alors se livrer à toute leur bienfaisante activité.

Assurément, quoique très généreuses des les premiers jours, elles le sont plus encore aujourd'hui qu'au début de la guerre. Avec nos misères accrues, leur pitié s'est accrue, cette pitié active qui va de pair avec la fermeté d'âme.

On dit quelquefois que le vieux médecin, qui, dans le cours de sa longue et utile existence, a vu tant d'infortunes, est devenu insensible. Erreur! Plus il a vu de souffrances, plus il est en état d'y compatir. Mais en même temps il a appris à vaincre le battement de cœur et les larmes. En présence d'une douleur, dont il comprend pourtant toute l'intensité, il sait garder son sang-froid pour ne plus songer qu'au secours qu'il va apporter.

Le chirurgien qui soigne un de nos vaillants blessés serait inexorable s'il regardait la blessure sans une douloureuse émotion et une compassion profonde. Mais il mériterait un blâme sévère s'il était troublé au point d'oublier les règles de son art, et de laisser sa main vaciller.

Donc, ce serait une œuvre impie que de vouloir enlever de nos cœurs l'émotion; la pitié pour les malheureux; l'enthousiasme pour les héros; l'amour des hommes et l'amour de la patrie. Mais il ne faut pas pourtant laisser ces émotions nobles nous envahir au-delà de certaines limites.

Rappelons-nous que pour les vieux stoïciens l'idéal de tout homme vraiment homme, c'était d'être inaccessible à ces mouvements tumultueux de l'âme. Le sage est celui qui ne se laisse jamais entraîner à craindre ou à plaindre; à espérer ou à redouter. Constance dédaigneuse qui n'est pas du tout notre idéal. Mais tout de même il ne faut pas médire du stoïcisme. Au milieu du fracas des batailles ne pas trembler; parmi les désastres et les deuils ne pas pleurer; garder la pensée intacte pour faire le juste emploi de ses forces: tout cela n'est pas le fait d'une âme vulgaire.

Que notre âme déborde de pitié et d'amour: soit! Mais que ni cette pitié, ni cet amour ne paralysent nos forces. Car nous avons besoin de toutes nos forces.

Puisque entre les nations une lutte terrible est engagée, la victoire sera à celles qui auront su rester maîtresses d'elles-mêmes — aussi bien sur le front qu'à l'arrière, aussi bien chez les soldats que chez les civils. N'ayons ni colère, ni peur, mais la volonté de vaincre. Et restons calmes, quoi qu'il arrive, pour conserver toute la précision de nos mouvements et toute l'intégrité de notre pensée.

Charles RICHET,
de l'Institut.

L'armée française ne sera pas battue à Verdun

Sur notre front, c'est toujours la région entre Argonne et Woëvre qui fixe l'attention, bien que, pour le moment, il ne puisse plus être question pour les Allemands d'une offensive foudroyante.

L'effort, pendant un mois plein, a été poussé au-delà de tout ce qu'on avait vu jusqu'ici. Il ne peut pas devenir plus puissant. Sans doute, il est toujours possible que, sur un point, après une débauche de projectiles de tous calibres, et avec l'aide de gaz asphyxiants et de jets de liquides enflammés, nous ayons à reculer. Mais la grande question, la seule réelle, celle de savoir si l'armée française sera battue dans ce secteur de la Meuse, est maintenant résolue par la négative.

Et il ne faut pas dire que les Allemands se sont attaqués à une place formidable, que s'ils ont échoué là, c'est à cause de Verdun; car les défenses proprement dites de Verdun ne touchent jusqu'à présent notre front qu'en un point, à Douaumont-Vaux; et la résistance a été aussi ferme partout ailleurs. Sur la rive gauche de la Meuse, notamment, nos lignes sont ce qu'elles sont en Champagne, en Lorraine, dans l'Aisne ou en Artois, et les forts se trouvent à 6 kilomètres en arrière. Certes, Verdun est pour les Allemands un objectif compréhensible et qu'ils sauraient exploiter vis-à-vis de leurs nationaux et vis-à-vis des neutres, s'ils parvenaient à s'en emparer. Mais la grande question, que la répétition, n'est pas là. Notre vaillante armée n'est pas plus battue à Verdun qu'en avant de Verdun, qu'elle ne l'a été sur l'Yser, en avant de Dunkerque, ou partout ailleurs.

La recherche d'une combinaison d'attaque de front et de flanc continue sur la rive gauche de la Meuse, sans donner jusqu'ici de résultat; et comme je le faisais remarquer hier, elle est difficile à réaliser, puisque l'attaque de flanc, si elle se dessine, prêterait le flanc elle-même. Toutefois, la pointe du bois d'Avocourt est située de telle façon, qu'un mouvement de flanc contre Malancourt reste marqué, puisque nous ne reculons pas devant Malancourt. Il est probable que si nous restons là, c'est que nos chefs ne jugent pas encore qu'il y ait lieu d'agir autrement; et ils savent beaucoup mieux que nous ce que la situation peut donner. Comme il ne peut exister à cet égard aucune surprise, aucun imprévu, attendons avec confiance.

Et pendant que les Allemands s'épuisent en efforts dans cette région, nous voyons avec un certain plaisir nos amis russes faire de leur côté et tout le long de leurs lignes, de la bonne besogne. Sur le front de Russie, ce qui se passe, tout autant vers Dwinsk qu'en Galicie et en Bukovine, paraît être un prélude. En Asie-Mineure et en Perse, les opérations marchent depuis Ispahan jusqu'à devant Trébizonde, avec une remarquable méthode, qui permet, sans optimisme exagéré, de s'attendre aux plus importants résultats. Somme toute, dans l'ensemble, la situation des Alliés apparaît sous un jour favorable.

Général BERTHAUT.

— Les Boches manquent, paraît-il, de matières textiles. (LES JOURNAUX.)



(Dessin de Gottlob.)

— Si ça continue, le peuple va aller nu, comme la « Vérité ».

— La « Vérité » ! malheureux, taisez-vous, des oreilles neutres vous écoutent.

M. Asquith assistera à la conférence des Alliés

Londres, 23 Mars. — A la Chambre des Communes, M. Lloyd George déclare que le premier ministre se rendra à Paris la semaine prochaine pour assister à une conférence importante.

L'Angleterre veut activer la guerre aérienne

Londres, 23 Mars. — M. Macnamara, secrétaire de l'Amirauté, a déclaré aujourd'hui à la Chambre des Communes que le gouvernement était décidé à utiliser les ressources aériennes de l'Angleterre de la manière la plus complète pour les opérations défensives et offensives.

HIER BOMBARDEMENTS prélude de nouveaux assauts

Les renseignements complémentaires sur la dernière attaque dirigée contre notre secteur Avocourt-Malancourt, accentuent l'impression que malgré une légère avance l'opération s'est terminée dans son ensemble par un échec pour l'assaillant. Le fait que nous tenons le réduit, c'est-à-dire le point culminant du mamelon d'Avocourt, restreint à des proportions plus minimes qu'on ne supposait le gain de l'ennemi. En dépit de sacrifices importants, les Allemands n'ont pu s'emparer du sommet du mamelon, qui seul pouvait leur assurer un certain avantage stratégique pour continuer leur attaque contre la cote 304.

L'offensive ennemie de ce côté doit donc être recommandée sur de nouveaux frais pour obtenir un résultat plus appréciable. Il semble d'ailleurs que les Allemands s'y préparent. Le bombardement soutenu qu'ils ont dirigé hier contre notre secteur Béthincourt-Mort-Homme et Cumériers, paraît indiquer en effet que c'est sur ce point qu'ils porteront demain leurs assauts en les combinant probablement avec un nouvel effort contre le secteur Avocourt-Malancourt.

Toutefois, il est possible que les tirs de concentration que notre artillerie a exécutés hier sur les organisations ennemies dans les bois de Malancourt aient pour résultat d'empêcher la préparation suffisante de l'attaque projetée contre ce secteur. Dans ce cas, la nouvelle offensive atten-

due serait localisée à notre front Béthincourt-Mort-Homme et Cumériers.

Sur la rive droite de la Meuse on doit constater que le bombardement intense signalé la veille dans la région Douaumont-Vaux n'a été suivi d'aucune attaque d'infanterie. Les Allemands ont sans doute trouvé que le moment était encore trop dur à enlever, c'est pourquoi ils ont préféré perdre le bénéfice du résultat produit par leur débauche de projectiles sur nos lignes de défense. A moins qu'ils n'aient eu pour but de se livrer à une simple démonstration pour fixer nos réserves de ce côté dans l'attente d'un assaut, et les empêcher de prendre part aux combats de la rive gauche. Mais ce serait là un calcul bien inutile. En effet, notre commandement dispose de forces suffisantes pour parer à tout événement et n'être point obligé de dégarnir un secteur aussi important que celui de Douaumont pour soutenir l'attaque contre un autre front.

C'est précisément cette abondance de tous les éléments de combat en hommes et en munitions qui nous a permis de briser jusqu'à présent la ruée ennemie contre Verdun. Ce même facteur, si important joint à la vaillance dont nos troupes ont fait preuve constitue la meilleure garantie que les prochains assauts des Allemands n'aient en définitive pas plus de succès que les précédents.

Communiqués officiels

(599^e jour de Guerre)

3 heures soir.

A L'OUEST DE LA MEUSE, le bombardement s'est ralenti au cours de la nuit. L'ENNEMI N'A PAS RENOUVELÉ SES TENTATIVES SUR LE PETIT MAMELON D'AVOCOURT DONT NOUS TENONS LE RÉDUIT.

A L'EST DE LA MEUSE, LE BOMBARDEMENT A CONTINUÉ AVEC VIOLENCE SUR PLUSIEURS POINTS DE NOTRE FRONT.

EN WOEVRE, aucun événement important à signaler en dehors d'une canonnade intermittente.

A L'OUEST DE PONT-A-MOUSON, UN COUP DE MAIN DIRIGÉ SUR UNE TRANCHE ENNEMIE DANS LA RÉGION DE FEY-EN-HAYE NOUS A PERMIS DE FAIRE QUELQUES PRISONNIERS.

Nuit calme sur le reste du front.

11 heures soir.

AU NORD DE L'AISNE, tirs de destruction sur les ouvrages allemands du plateau de Vauclerc.

EN ARGONNE, nous avons exécuté de nombreuses concentrations de feux sur les organisations ennemies, les routes et les voies ferrées de l'Argonne orientale et sur le bois de Malancourt.

A L'OUEST DE LA MEUSE BOMBARDEMENT SOUTENU DE LA RÉGION DE MALANCOURT ET DE NOTRE FRONT BÉTHINCOURT-LE MORT-HOMME-OUMIÈRES.

A L'EST DE LA MEUSE ET EN WOEVRE LA LUTTE D'ARTILLERIE A PRIS UNE CERTAINE INTENSITÉ.

Aucune action d'infanterie au cours de la journée.

DANS LES VOSGES nous avons bombardé les cantonnements ennemis aux environs de Muhlbach.

LE BATONNIER THÉODOR va être libéré

Madrid, 23 Mars. — (Officiel). — M. Théodor, batonnier du barreau de Bruxelles, prisonnier de guerre interné en Allemagne, sera, grâce à l'intervention du représentant de l'Espagne à Bruxelles, libéré et conduit en Suisse le 24 mai prochain.

LES PERTES ALLEMANDES devant Verdun

Londres, 23 Mars. — D'après des renseignements reçus d'Allemagne à Amsterdam, les pertes allemandes devant Verdun auraient dépassé de beaucoup toutes les prévisions. Des bataillons entiers auraient été anéantis à Avocourt. D'un certain bataillon, il ne restait qu'un officier et 19 hommes.



Le prince-régent de Serbie à sa sortie de l'Hôtel de Ville

De gauche à droite: Au premier plan, M. MATHOUARD, le prince ALEXANDRE, M. ARISTIDE BRIAND, M. POINCARÉ, M. DELANGLÉ.

(Voir le texte en 2^e page.)

LE SÉNAT s'occupe des "Indésirables"

M. Malvy ministre de l'Intérieur
démontre sa vigilance et la Haute-Assemblée lui vote la confiance

Le Sénat a consacré sa séance d'hier à l'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur « les indésirables », c'est-à-dire sur les étrangers suspects qui circulent parmi nous grâce à des permis de séjour. Des mesures de surveillance ne pourraient-elles intervenir et aboutir à la sélection plus que jamais indispensable, selon l'interpellateur?

M. Gaudin de Villaine cite des faits: à certains moments critiques, des rumeurs de panique ne furent-elles pas répandues? Lors de l'attaque de Verdun, n'eut-on point à constater une « vague de découragement » répandue à l'arrière comme une nappe de gaz asphyxiants?

— Il faut prendre des mesures, répète l'interpellateur.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, affirme à l'honorable sénateur que cette question si grave le préoccupait plus que toute autre. A la vérité, les services de l'Intérieur se sont efforcés de débarrasser le pays de tous les espions et n'ont rien négligé pour arriver à un résultat satisfaisant. Tout était à redouter de l'espionnage ennemi au moment où les hostilités ont commencé, ajoute le ministre, rien ne s'est produit cela grâce aux mesures prises par nous.

En dépit de certains articles de presse susceptibles de semer le doute et l'émervement, ajoute le ministre, le pays a conservé son sang-froid et sa confiance.

Le calme qui règne dans le pays ne pouvait que frapper le bon sens populaire. Cependant, je tiens à répondre à M. Gaudin de Villaine, car je ne veux à aucun degré paraître coupable d'une négligence qui serait criminelle dans les circonstances présentes.

Avant la guerre, il y avait environ 40.000 Allemands à Paris. Tous ont quitté la France pour leur pays d'origine ou leur camp de concentration, à l'exception de deux: l'un, qui a ses deux fils au front dans notre armée, l'autre qui n'est que Geissler, détenu sous l'inculpation d'espionnage.

Le gouvernement a pris à l'égard de l'espionnage allemand toutes les mesures nécessaires: aucun incident, aucun accident, aucun sabotage n'est venu entraver les transports de mobilisation et de concentration. 20.000 étrangers suspects ont été internés. Cependant, j'ai cru devoir accorder à certaines catégories d'entre eux, nettement délimitées, des permis de séjour, notamment aux Austro-Allemands âgés dont les fils se battaient sous nos drapeaux. Des espions allemands revenaient chez eux avec une nationalité neutre: des mesures d'expulsion ont été prises contre ces individus.

M. Malvy n'a jamais hésité à signer un arrêté d'expulsion contre les sujets neutres dont les sentiments étaient douteux ou les agissements suspects; 5.000 ont été ainsi expulsés.

En terminant, le ministre de l'Intérieur dit que le Sénat comprendra qu'il ne puisse en séance publique entrer dans les détails de cette partie de la défense du pays. Il a donné devant la commission de la Chambre toutes les explications nécessaires et est tout disposé à exposer de nouveau ses actes devant la commission du Sénat.

Nous avons poursuivi notre tâche sans défaillance. Il serait injuste de méconnaître les efforts de ceux qui, modestement, accomplissent, en dehors du champ de bataille, une œuvre ingrate, mais nécessaire. (Applaudissements.)

Le Sénat applaudit et vota un ordre du jour de confiance à la politique de vigilance du ministre de l'Intérieur.

Le général Cadorna reçu au palais de Buckingham par le roi d'Angleterre

Londres, 23 Mars. — Le général Cadorna a consacré sa matinée à visiter la cathédrale de Saint-Paul, la Tour de Londres, l'Abbaye de Westminster et le War-Office.

Le généralissime de l'armée italienne, accompagné de son état-major, est allé au Palais de Buckingham cet après-midi. Il a été reçu très cordialement par le roi et lui a présenté les officiers de son état-major.

Après avoir conféré avec le roi, il a assisté au déjeuner offert par M. Asquith.

Un dîner a été offert en l'honneur du général Cadorna, ce soir, par le marquis Impériale, ambassadeur d'Italie à Londres, à sa résidence de Grosvenor Square.

Le général Cadorna dîna demain soir avec Lord French.

L'héroïsme du 20^{me} corps A VERDUN

Le télégramme du tzar au général Joffre a fait connaître au public le nom du commandant de l'héroïque XX^e corps auquel appartient la onzième division, la fameuse « division de fer ». C'est le général Balfoulier. Ce télégramme révèle aussi que le XX^e corps a pris une grande part à la résistance victorieuse de nos troupes devant Verdun.

Ce ne sera pas une des pages les moins émouvantes de la guerre quand on pourra connaître dans les détails comment les soldats de ce corps d'armée furent embarqués en hâte, dans des autobus, au point de la frontière qu'ils gardaient, pour aller aider leurs camarades dans la bataille. Ni la longueur du trajet, ni les fatigues de ce voyage incommode n'eurent de prise sur l'énergie de ces soldats et de leurs chefs. Parmi ces derniers, se trouvait un général qui a appartenu à la maison militaire du Président de la République.

Il n'y eut aucune hésitation. Tout le matériel nécessaire à la bataille n'avait peut-être pu être embarqué en même temps que les hommes; mais ils avaient suffisamment de cartouches et, sans perdre une minute, ils se lancèrent dans la bataille.

Un engagement de la France envers la Serbie

L'accueil que la France et son gouvernement font au prince héritier de Serbie montre à quel point sont enracinées les sympathies de notre pays pour la vaillante nation contre laquelle il n'a fallu rien de moins que la coalition de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie et de la Bulgarie, pour la déposséder momentanément de son indépendance et de son droit à la vie.

Les discours échangés à l'Elysée entre le Président de la République et le fils du roi Pierre, à l'Hôtel de Ville entre les présidents du Conseil municipal et du Conseil général, les Préfets de la Seine et de la Police et l'hôte illustre dont ils célébraient la venue, ne font qu'exprimer les sentiments du peuple français tout entier.

C'est un engagement qu'ont pris les interprètes de notre pensée à tous en donnant au prince Alexandre l'assurance solennelle que sa patrie serait libérée et rétablie dans sa souveraineté. Nous sommes comptables des droits de la Serbie, conquises par la violence et la perfidie, comme nous le sommes des droits de la Belgique supprimés par le parjure et la trahison.

« Nous devons d'autant plus compter pour nous défendre, sur le dévouement des puissances alliées, me disait un jour l'un des représentants les plus qualifiés du royaume des Karageorgewitch, que nous sommes plus loin de certaines d'entre elles et plus exposés à être négligés. » Ces paroles trahissaient une inquiétude dont les manifestations de Paris en l'honneur du vainqueur de la bataille de Koumanovo suffiraient à effacer toutes les traces. « Il est impossible que le droit triomphe pas », a dit le prince royal dans son émouvante réponse au discours de M. Mithouard. C'est ce que veulent avec lui tous les serviteurs de la cause pour laquelle tant d'existences se sont sacrifiées, de la mer du Nord à l'extrémité des frontières de la Pologne. C'est ce qui arrivera, et c'est ce que sentent confusément dans les convulsions de leurs offensives meurtrières mais avortées les apôtres fatigués de la guerre bestiale et assassine qu'éprouvent les troupes ligées sous le commandement dominateur du Kaiser.

S. P.

Le gouvernement serbe A CORFOU

A l'heure où Paris témoigne à l'héroïque prince héritier de Serbie son admiration et sa chaleureuse sympathie pour sa personne et pour le peuple malheureux qu'il représente si dignement, nous avons reçu de notre envoyé spécial à Corfou, M. Albert Londres, la lettre suivante. Elle raconte l'exil de ces chefs de la Serbie qui vont, avec l'aide de la France et des Alliés, conquérir leurs drapeaux et leurs troupes reformées à la conquête du sol national dont une lâche agression les a dépossédés.

Corfou, Mars. — J'ai retrouvé tout l'Etat serbe dans un hôtel, cet hôtel, nouvelle arche de Noé, qui porte dans le déluge tout ce qui doit survivre du royaume.

Comme hier au soir j'étais assis dans son vestibule et serais avec effusion les mains de deux diplomates serbes parce que, pendant la retraite, ils m'avaient donné du poison fumé, je les vis à un moment se tourner et faire un salut à un monsieur qui descendait l'escalier. « C'est le ministre de l'Intérieur », me dirent-ils. Ils avaient à peine eu le temps de me demander si j'avais conservé le goût de ce don providentiel qu'ils se tournèrent une nouvelle fois et firent un salut à un monsieur qui descendait. « C'est le ministre de l'Instruction Publique », me dirent-ils. Comme toujours joyeux d'une rencontre qui rappelle de durs souvenirs, ils me questionnaient sur mon voyage et comme j'allais leur répondre que j'étais arrivé à temps à Monastir, je les vis se tourner une troisième fois et faire un salut à un monsieur qui descendait. « C'est le ministre des Finances », me dirent-ils. Et une minute après ce fut le ministre des Travaux Publics, puis ce fut le ministre de la Guerre, puis à son tour ce fut Passitch.

Il était huit heures, la Serbie descendait dîner. Le ministère des Affaires étrangères est au premier étage, chambre 16. C'est là que travaille Passitch, devant une armoire à glace de station balnéaire qui, avant qu'on eût trouvé une clef pour la fermer, interrompait la pensée du président, s'ouvrait toutes les cinq minutes en grinçant. Et le bureau ministre n'est plus qu'un guéridon boiteux.

Les drapeaux déchirés

Le ministère de la guerre est aux numéros 2 et 3. Au numéro 2, des tables de toilette sont transformées en tables à travail. Les papiers, les encriers, et les porte-plume ont simplement sur le marbre remplacé la cuvette. C'est bien un pen froid pour les mains et les poignets mais quand on a traversé l'Albanie... Le numéro 3 est le cabinet du ministre.

La on ne voit qu'une chose devant qui tout le reste disparaît. Cette chose vous prend vos regards et vos pas et vos paroles. C'est dans un coin tout des drapeaux des régiments qui n'existent plus. Voilà quatre ans qu'un million de troupes ils flottaient à tous les vents glacés des montagnes et à tous les soleils d'Orient. Ils avaient fait danser leurs franges de la Bregalnitz à la Morava, de Roudnik à Kossovo.

Ils avaient vu les Turcs, les Bulgares, les Autrichiens, les Allemands, ils n'avaient été pris nulle part et s'ils sont déchirés comme au couteau c'est qu'à la tête des bataillons, les entraînant à leur suite, ils avaient été balancés d'une main trop virile à contre-sens du vent des obus. Ils avaient vu des victoires, puis à force de victoires, ils avaient vu fonder leur régiment et ils avaient vu des défaites.

Ils échappèrent aux griffes qui de trois côtés s'avancèrent vers eux, ils coururent l'Albanie et pour la première fois virent la mer. Ils ont été claqués à toutes les gloires, et à toutes les misères et les voilà maintenant, la soie abattue le long de la hampe, dans un coin d'une chambre d'hôtel, tristement penchés contre un vieux porte-manteau dévorni.

Le ministre de la Guerre est dans cette chambre. Il a les yeux fixés sur les drapeaux et toujours les regardant, rompant un silence de plus d'une minute, il dit en relevant la tête : « Qu'ils n'aient pas peur, ils reverront le Danube. »

Au numéro 18 se tient le conseil des ministres. C'est le salon. Contre le mur les portraits du roi et de la reine de Grèce. Le gouvernement serbe siège sous les yeux de Constantin qui n'a pas voulu le défendre.

Les autres ministères sont au second étage. A la porte de Passitch on peut lire : « Pédiure dans l'hôtel ! » et à la porte de Terzitch : « Coiffeur pour dame à volonté. »

Dans les bureaux des ministres au lieu d'affiches administratives ou de proclamations nationales, on aperçoit des petits cartons qui énoncent : « Sonnez une fois pour le sonner d'étage et deux fois pour la femme de chambre. » Dans le vestibule, on épèle tous les noms des ministres, des préfets, des directeurs sur un tableau qui porte en tête en belles lettres dorées : « Noms des voyageurs. »

Serbie, Serbie, la voilà tels ces grands personnages qui, frappés par le sort, venant de perdre tous leurs biens, sont contraints, sans rien abandonner de leur grandeur, à venir l'héberger dans le bazar d'un hôtel meublé.

A table d'hôte

Les « voyageurs » sont entrés dans un petit salon où se trouvent déjà, projetés eux aussi par la catastrophe, les autres principaux membres épars de la Serbie : préfets, juges, archimandrites.

Ils se regardent, se sourient sans éclat et tous ensemble, traversant le couloir, pénétrant dans la salle à manger.

Ce n'est pas tragique comme la traversée de l'Albanie alors que le roi était traîné sur un affût de canon, que Putnick était transporté dans une chaise à porteurs, de sapin, que Passitch entouré de tout son personnel, deux par-dessus ficelés sur les épaules, montrait le chemin dans la neige ; ce n'est pas effroyable comme l'entrée à Scutari, alors que toutes les autorités, au lieu de trouver leurs soldats faisant la haie sur leur passage, les rencontraient sous leur pas, mourant, la face contre terre.

Ce n'est pas désespérant comme l'arrivée sur la mer où pas un bateau n'était en vue, mais c'est poignamment comme une chose simple et inattendue que la vision de cet Etat assis à table d'hôte.

Passitch est au bout, puis, suivent tous les autres ministres, puis voici le président de la Chambre dont tous les membres sont à Nice, puis le préfet de Belgrade, puis le chef de la police qui n'a plus le droit d'arrêter personne, puis le grand trésorier qui n'a plus de trésor, puis le directeur des chemins de fer qui est dans une île qui n'a même pas de tramway, puis voici les ambassadeurs sans ambassade, celui qui était à Vienne, celui qui était à Berlin, celui qui était à Sofia, puis voici les prélats sans autel, les juges sans tribunaux et le directeur de la presse sans lecteurs.

On ne parle pas dans cette salle où j'ai ce soir l'honneur de dîner, mais on regarde beaucoup dans la vague.

Quelques-uns commencent des gestes que sans s'en apercevoir ils ne finissent pas ; ils portent la main à leur verre, oubliant ensuite de porter le verre à leur bouche. On mange là, mais on est ailleurs.

Albert LONDRES.

A la Chambre débat crée...

Il est question de la mobilisation aux Antilles et, à cette occasion, d'éternels dissensions se font jour

L'Union sacrée que les Français de la Métropole observent à leur guise, mais observent, n'est point, paraît-il, article d'exportation. Nos vieilles colonies celles que Paul Bert appelait « les incorrigibles », c'est-à-dire les Antilles, n'en veulent pas. Dans tous les quotidiens qui désoient au grand soleil de la bienheureuse Guadeloupe, de la superbe et indolente Martinique, des polémiques ardentes, quasi folles et colorées en diable, continuent comme si, de l'autre côté de l'Atlantique, il n'y avait pas la guerre.

Où, plutôt, ces polémiques n'ont fait que gagner en ferveur à cause de la guerre tout en restant électorales, aussi basement et naïvement que possible. Vous allez tout comprendre par le simple exposé du débat polychrome engagé hier à la tribune de la Chambre.

M. Lagrosillière interpellait. Député martiniquais, M. Lagrosillière est créole, mais socialiste et à ce titre adversaire du parti conservateur, du parti « purement blanc » qu'il charge d'accusations très graves : La mobilisation ordonnée pour les vieilles colonies aurait été sabotée à Port-de-France et un favoritisme inouï aurait donné carrière, là-bas, à des embusquements formidables par le nombre. De cette mobilisation même les journaux conservateurs de la colonie auraient pris argument pour combattre l'élément républicain. Enfin, l'exportation des recrues des Antilles en plein hiver ?

Sur ce dernier point, impossible de donner tort à M. Lagrosillière : les « Lébureau » du recrutement causèrent à la vérité, par cette erreur véritablement criminelle, autant de morts parmi les pauvres Antillais que la plus sanglante des batailles. La Chambre retenait surtout ce détail lugubre quand l'interpellateur rebondit sur le terrain politique, accusant les « possédants » de la Martinique d'avoir trahis, au bénéfice des siens, les conseils de révision.

M. Combarieu. — C'est de la politique électorale... M. Boissenoit. — C'est toujours de la politique.

M. Boissenoit. — Le malheur a voulu que la prédiction des usines se vérifiait : je puis citer un officier de régiment colonial, M. Labadie, qui a maltraité un soldat martiniquais.

M. Raffin-Dugens. — Ça, ce n'est plus de la politique !

Tout de suite le général Rogues, ministre de la Guerre et M. Doumergue, ministre des Colonies, affirmèrent que pareilles brimades ne seraient point tolérées.

Cette double déclaration coupa court à d'inutiles mais redoutables développements humanitaires. Allait-elle mettre fin à ce débat dont on n'apercevait point l'issue logique ? Non, M. Lémery, l'autre député martiniquais, se devait de riposter à M. Lagrosillière et il n'y manqua point :

« J'affirme, dit-il, que toutes les classes, toutes les races des populations des Antilles ont accueilli avec un immense enthousiasme l'appel de la patrie-père. (Applaudissements.) Il est scandaleux, à l'heure où blancs, noirs, militaires fraternisent sur les champs de bataille, de réveiller de vieilles polémiques qui étaient odieuses hier, qui seraient criminelles aujourd'hui. (Vifs applaudissements.) »

La Chambre fit un gros succès à ce colonial rassurant qui condamnait les éternelles discordes... M. Lagrosillière répliqua tout de même en émettant des faits, des noms et la discussion devint fâcheuse, prit tout l'air d'une mauvaise querelle de famille... Heureusement, M. Gaston Doumergue y mit bon ordre.

— Laissons tout cela, dit le ministre des Colonies. Nous n'avons eu qu'un tort : celui d'incorporer des créoles en hiver, mais qui ne se trompe ?

La politique n'a rien à voir en cette affaire. Nos coloniaux savent combien nous les aimons. J'avais hier dans mon cabinet Dinah-Salifou, Dahnoum, est, en effet, à quelques kilomètres près, le ressortissant de M. Diagne, député noir du Sénégal.

Il fallait tout de même en finir. M. Paul Deschanel eut la phrase révé :

— L'incident est clos, voulez-vous ? Sur tous les bancs. — Oui ! oui !

Et l'incident fut clos. Aujourd'hui, interpellations sur la marine marchande.

LA VILLE DE PARIS reçoit le prince Alexandre

Le prince Alexandre de Serbie n'a hier quitté ses appartements de l'Hôtel Continental qu'à midi 20, pour se rendre à la légation de Serbie, après avoir conféré avec MM. Pachtich et Jovanovitch. Comme les jours précédents, les honneurs lui ont été rendus par les fusiliers marins, et lorsque son automobile eut franchi les portes de l'hôtel, de vives acclamations et des cris de « Vive la Serbie ! » se sont fait entendre, poussés par une foule nombreuse.

Ces acclamations se sont poursuivies tout au long du parcours par l'avenue des Champs-Élysées, l'avenue Marceau, la rue Pierre-Charron.

Le prince Alexandre a été reçu à midi et demi à l'hôtel de la légation serbe par M. le ministre plénipotentiaire de Serbie et Mme Vesitch, qui offraient un déjeuner en son honneur. M. Poincaré, Président de la République, est arrivé quelques instants après.

La salle à manger de la légation avait été décorée délicieusement pour la circonstance.

Le prince avait à sa droite M. Antonin Dubost et M. Painlevé ; à sa gauche étaient placés MM. Deschanel et Pachtich, président du Conseil de Serbie. M. Raymond Poincaré, placé en face du prince Alexandre, avait à sa droite Mme Vesitch et le général Rogues ; à sa gauche M. Aristide Briand et l'amiral Lecomte. M. Vesitch avait à sa droite M. Adrien Mithouard, et à sa gauche le colonel Bommel. Les autres invités à ce déjeuner de caractère tout intime étaient : le général Florentin, grand-chancelier de la Légion d'honneur ; MM. Stephen Pichon, sénateur, ancien ministre ; Georges Leygues, président de la commission des Affaires extérieures à la Chambre ; Boppe, ministre de France à Belgrade ; Delanney ; Laurent et le colonel Fournier.

Aussitôt après le déjeuner le prince Alexandre avant de se rendre à la réception de l'Hôtel de Ville est entré dans ses appartements. Il a été, en cours de route, l'objet de nouvelles manifestations de sympathie de la part des Parisiens.

La séance solennelle à l'Hôtel de Ville

Le prince héritier de Serbie a été reçu, hier, à l'Hôtel de Ville, en séance solennelle. Bien avant l'heure fixée, le service d'ordre dut contenir une foule de curieux qui débordaient du terre-plein, et lorsqu'à quatre heures un quart la voiture dans laquelle se trouvait le prince héritier et le Président de la République arriva sur la place de l'Hôtel-de-Ville, une formidable acclamation retentit. Des milliers de chapeaux et de mouchoirs étaient agités dans l'air.

Les membres du bureau du Conseil municipal, les préfets de la Seine et de police reçurent leurs hôtes à leur arrivée et par l'escalier du préfet les conduisirent dans le cabinet de M. Mithouard, où le prince de Serbie fut invité à signer sur le livre d'or de la Ville de Paris, avec, délicate attention, la plume qui servait à son père, il y a quatre ans, pour le même usage. Ce porte-plume avait été retiré spécialement des vitrines du musée Carnavalet.

Le cortège se reforma ensuite pour gagner la salle des séances. La musique de la Garde, à son entrée, joua la Marseillaise, puis l'hymne serbe.

Dans les fauteuils spécialement placés devant la tribune du Conseil prirent place, au centre, le prince de Serbie, ayant à sa gauche le Président de la République et à sa droite M. Briand, puis l'amiral Lazare, les représentants de M. Painlevé, Albert Thomas, du général Rogues, et MM. Pachtich, Vesitch, Boppe, ancien ministre de France à Belgrade, Jules Cambon, Millerand et Steeg, anciens ministres, etc.

Discours du Président du Conseil municipal

M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, prenant le premier la parole, a rappelé qu'il y a quatre ans, la Ville de Paris recevait le roi Pierre I^{er}, le prince chevaleresque qui, en 1870, avait mis son épée au service de la France.

Après avoir évoqué les pages héroïques de l'histoire serbe et rappelé que la Serbie et la France furent unies de tout temps par les liens d'une profonde amitié, M. Mithouard parla de l'héroïque retraite de l'armée serbe :

— D'avoir osé concevoir le dessein d'abandonner nos foyers menacés par l'occupation étrangère pour défendre en mesure de la reconquête, c'est une entreprise qui suffirait à immortaliser le peuple serbe. Nous considérons comme un honneur qu'il nous ait été donné d'y collaborer.

Demain, Monsieur, votre patrie sera donc libre et vous, après l'avoir reçue de vos aïeux vous aurez dû la reprendre à nos ennemis.

A l'heure actuelle, l'armée serbe achève de se reconstituer à Corfou. Bientôt, confondues avec la nôtre et celle des Alliés, nos forces frontalières, elle reprendra sa place sur les champs de bataille où elle s'est conquise tant de gloire ; la première elle foulera votre sol national. Nos vœux dès maintenant s'en vont vers elle et peut-être déjà l'accompagneront.

Discours du Préfet de la Seine

M. Delanney, préfet de la Seine, a dit combien les représentants de Paris étaient heureux de recevoir celui qui symbolise ce qu'il y a de plus précieux pour un peuple : l'indépendance.

— Vous avez traversé des heures d'angoisse, mais si belles que tous les Serbes sont fiers de les avoir vécues. Comme tous, vous avez eu foi absolue dans les revanche prochaines : il n'est point possible qu'elles ne viennent pas.

Discours du Préfet de police

Puis M. Laurent, préfet de police, après avoir rappelé qu'en des heures de paix, le peuple de Paris témoignait, jadis, au roi Pierre les sentiments qu'éprouvait toute la France pour la Serbie et son souverain, a ajouté :

— Dans l'hommage de la population à votre esprit de décision et à votre courage, à l'héroïsme de tout un peuple et de son souverain qui vous avait confié avec la régence, le commandement suprême et qui voulait mourir au milieu de son armée, à votre plus qu'un espoir : la certitude d'un lendemain victorieux de la Serbie, inébranlable à jamais des nations amies qui de tous les territoires auront chassé l'envahisseur, revivra des jours heureux.

Discours du Président du Conseil général

Enfin, M. Paris, président du Conseil général de la Seine, a offert les souhaits de bienvenue du département de la Seine. Et après avoir rappelé les journées sombres de juillet 1914, il a terminé en ces termes :

— Côté à côté avec les fils de la Révolution française qui, sur les rives du Vardar comme sur la vieille terre gauloise, luttent pour la seule cause de la Justice, après des enfants de la même nation, nous nous unissons dans l'ardeur pour la défense des droits des peuples, nous vaincrons l'immense alliance de la barbarie et de la félonie et rentrerons victorieux dans le pays libéré de votre glorieux ancêtre Georges Le Noir.

Réponse du prince Alexandre

Le prince Alexandre a répondu en ces termes que les assistants ont vivement applaudis :

LA VIE CHERE

La baisse sur la viande s'accroît

Les cours de détail tels qu'ils ont été arrêtés, par la commission des cours instituée à la Préfecture de Police, à partir du 22 mars accusent une diminution générale de dix centimes sur le bœuf (toutes qualités) et de vingt centimes sur le veau (toutes qualités), une diminution variable de dix, vingt et même trente centimes sur le mouton.

Il y a une diminution de dix centimes sur l'échelle, le filet de porc, et le saindoux ; pas de changement sur la panne, le jambonneau et le lard. La triperie est également sans variation.

Pour la volaille, l'irrégularité des arrivages, comme tous les ans à cette saison, ne permet pas, jusqu'à nouvel ordre, d'établir les cours.

Pas de changement pour le poisson. Le camembert diminue, par contre le gruyère augmente.

Dans l'épicerie, on constate une légère diminution sur le sucre.

Pas de changement sur les pommes de terre.

Le lait taxé à Limoges

La vie est chère un peu partout, et certains maîtres se sont vus dans la nécessité de taxer les denrées de première nécessité. C'est ainsi qu'à Limoges, M. Betoulle, député, maire de la ville, a taxé le lait.

Quel fut le résultat de cette mesure ? C'est ce que nous avons demandé à l'auteur de cette résolution :

— Tout d'abord, nous a dit notre interlocuteur, je considère que les taxations doivent être établies tout à fait exceptionnellement. On doit en user avec circonspection, et seulement quand l'urgence l'exige.

J'ai dû aller plus loin dans la voie des droits perçus aux maîtres. J'ai pris un arrêté taxant le lait à Limoges, et voici pourquoi.

La ville est alimentée en ce produit de première nécessité par quatre ou cinq cents laitières des environs, et sept ou huit laitières en gros.

Le lait comprend deux qualités : celui qui est écrémé et qui est d'excellente qualité, et le lait non écrémé.

En temps normal le lait dit écrémé est vendu 0 fr. 20 le litre au printemps, et en été, 0 fr. 25 pendant l'hiver.

Le lait non écrémé coûte 0 fr. 25 le litre au printemps et en été, et 0 fr. 30 en hiver.

Les laitières en gros, qui vendent le lait en carafes cachetées, le livraient, avant la guerre, à 0 fr. 25 le litre, et au début de l'hiver dernier les manifestations d'intention de ne le plus céder qu'à 0 fr. 40.

Quelques-unes des quatre ou cinq cents laitières, fortes de cet exemple, résolurent d'augmenter le litre de cinq centimes.

La situation devint délicate et des plaintes me furent adressées. Je réunis laitières en gros et détaillantes.

Je fis appel aux bons sentiments de tous et je réussis à faire comprendre aux laitières qu'augmenter le prix du lait était mal servir les intérêts de ceux qui se battent et qui ont laissé derrière eux des femmes, des enfants et des vieillards.

A l'unanimité elles se soumettent à mon avis, mais à la condition que les laitières en gros fussent comprises dans la mesure.

Ces derniers voulurent protester, mais ce fut en vain. Je pris un arrêté aux termes duquel la vente du lait était fixée uniformément à 0 fr. 25 pour le lait écrémé, et à 0 fr. 30 pour le lait non écrémé.

Il y eut encore des mécontents qui essayèrent de tourner l'arrêté. Je tins bon et je fus énergiquement soutenu par le préfet.

Et maintenant tout marche pour le mieux et la population se montre très satisfaite de la mesure prise.

Travaux pour l'armée

Un des plus grands chefs de notre armée héroïque s'entretenant avec les membres d'une mission officielle sur le front vient de leur dire :

« Quant à vous, Messieurs, dites à ceux de l'arrière qu'ils travaillent, qu'ils travaillent nuit et jour, pour nous donner tout ce qu'il faut. Le reste, c'est notre affaire. »

Quel travail à nous, c'est l'épargne, c'est une souscription de plus en plus large aux titres émis par la Trésorerie, et nous devons nous attacher à donner constamment au Trésor les ressources dont il a besoin.

PROPOS D'ACTUALITÉ

Les Boches « fument »

L'Allemagne fut, de tout temps, un pays réfractaire aux plus élémentaires libertés. Tous les pays d'Europe avaient, depuis des années, la liberté d'usage du tabac, alors que la Prusse ne l'avait pas encore. Sait-on que ce n'est que depuis 1832 qu'il est permis, à Berlin, de fumer dans la rue ? Jusqu'à cette date, il était défendu « par égard pour les convenances publiques », de se montrer dehors la pipe ou le cigare aux lèvres ; et les délinquants étaient passibles d'une amende de deux thalers, et même de la prison, s'il y avait récidive.

Deux pays ! Aujourd'hui, le gouvernement boche, comme d'ailleurs la plupart des gouvernements des autres nations, a intérêt, non plus à défendre l'usage du tabac, mais, au contraire, à le développer. La culture du tabac est, en effet, autorisée en Allemagne, et le planteur est soumis à un impôt qui rapporte de fortes sommes au budget de l'Etat.

Cet impôt va même rapporter, nous que ramais, car parmi les nouvelles taxes établies pour faire face aux frais de la guerre, figure un important relèvement des droits sur le tabac.

Et les Boches ne sont pas contents, car s'ils n'ont pas le tabac depuis des années, ils n'ont pas l'habitude d'en user largement. Et le renchérissement prévu de la plante à Nîmes leur cause un mécontentement singulier. Ils veulent bien manger du pain, K.K. et consommer de la cuisine fricotée avec des graisses immorales, mais ils ne veulent pas se passer de leur grosse pipe de porcelaine ou des aères cigares qui gratifient pourtant si désagréablement le poster.

Si l'on en croit la Gazette de Cologne, et nous ne demandons pas mieux que de l'en croire, le nouvel impôt sur le tabac est le plus mal accueilli de tous les nouveaux impôts de guerre.

Le boche murmure. Allons, tant mieux ! Les Boches « fument » ; je parle au figuré. Ils ne fumeront jamais assez.

dean Lecoq.

Le Fiancé de l'Alsacienne

C'est une histoire vraie que raconte, avec son grand talent, M. Henry de La Vaulx, dans le roman que le Petit Journal va publier prochainement.

On y verra des actes héroïques d'une telle beauté qu'ils tiennent de la légende ; et ces héros que la guerre a révélés à eux-mêmes, ce sont des hommes que vous avez côtoyés hier dans la vie ordinaire, et que vous côtoierez demain, quand ils seront revenus à leur travail, car ils font partie de cette masse populaire qui fait en ce moment la France si grande aux yeux du monde.

Le Fiancé de l'Alsacienne

La Nouvelle Galles du Sud a fait remettre à M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, 14000 livres sterling, représentant le produit de quêtes faites en faveur des habitants des départements français victimes de la guerre. Cela porte à 36.000 livres sterling le montant total des sommes déjà expédiées par cette colonie australienne.

M. Marius Richard, secrétaire général de l'Association française pour le développement de l'industrie nationale, traitera, le dimanche 26 mars, à 5 heures, rue Blanche, un sujet d'une très haute importance et d'une grande actualité : « La Revanche économique », sous les auspices du Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre. M. Lammou, gouverneur de la Faculté de droit de Paris, présidera.

M. Marius Fabre, employé à l'administration du Petit Journal et fils de notre chef d'atelier à l'imprimerie, vient d'être cité à l'ordre de l'armée avec son régiment « qui s'est élancé à travers un terrain bouleversé par des troupes ennemies, a conquis dans un élan magnanime les tranchées allemandes sur près de 1.500 mètres de profondeur, faisant 600 prisonniers. »

Le corps de M. Albert Poulain, député des Ardennes, décédé à Pornic, est arrivé hier après-midi à la gare Montparnasse pour être inhumé à Paris. Une délégation de la Chambre des députés assistait à la levée du corps, et M. Groussier, député, a prononcé l'éloge funèbre du défunt qui s'était engagé au début des hostilités. Une compagnie du 209^e d'infanterie rendait les honneurs.

Cette cérémonie avait attiré une foule nombreuse autour de la gare sur le passage du cortège funèbre.

On annonce que sur l'intervention du pape, le fils aîné du rajah de Cochin, qui était prisonnier en Allemagne, a été remis en liberté.

On connaît les officiers allemands pour les supposer capables d'un élan généreux. Après nous avoir plaints d'un air ironique, il nous déclare que nous ne sommes pas au bout de nos peines et que nous en verrons bien d'autres.

Les prisonniers français, ajoute-t-il d'un ton rageur, il faut les faire revêtir tous, qu'ils soient ! Comme ça nous n'avons pas besoin de les nourrir !

Nous comprenons maintenant pourquoi on nous sert des aliments famébaux... L'obéissant nous... ensuite quelques injures en français, pour nous montrer qu'il a un vocabulaire très riche ; puis, en allemand, afin d'amuser les deux brutes qui nous accompagnent, et il fait demi-tour en hurlant :

— Pas de bidé !... pas de bidé pour ces cochons de Français qui nous ont déclaré la guerre !...

C'est là ce qu'il dit ? C'est possible... On leur a tellement chanté sur tous les tons que c'est nous qui les avons attaqués qu'ils ont fini par en être persuadés.

Un Français serait mieux renseigné... mais un Boche, c'est si stupide !

Il y en a encore qui croient, après la défaite de la Marne et notre terrible offensive de Champagne, qu'ils sont aux portes de Paris... Que voulez-vous faire entendre à des brutes pareilles auxquelles leurs chefs font prendre une cheminée d'usine pour la tour Eiffel !

J'ai vu, de mes propres yeux, à Esternay, des prisonniers boches qui se figuraient être dans les faubourgs de Paris. Triste peuple tout de même ! Et ce sont ces gens-là qui voudraient nous gouverner !...

ARNOLD GALOPIN.

La Mascotte des Poilus

PREMIÈRE PARTIE

LE FOYER DÉTRUIT

XXXI (Suite)

Une lueur d'espoir

Nous ne l'avons pas encore vu, celui-là. Il est petit, trapu et d'une laideur repoussante.

— Venez avec moi, nous dit-il, d'une voix sèche.

Encore un qui parle français !... Il a dû aussi, celui-là, vivre chez nous, avant la guerre.

Il nous conduisit dans une petite rue où des moellons et des briques éboulees forment une vraie barricade et nous ordonne de déblayer le chemin.

Des que nous nous arrêtons de travailler, nous sommes aussitôt rappelés à l'ordre par l'effroyable sous-off, lequel n'est pas fâché de montrer un peu à ses soldats qu'il sait parler français.

Le travail auquel nous sommes astreints est des plus pénibles, car non seulement nous devons déblayer la route, mais encore nous sommes obligés de charger sur une brouette les débris que nous ramassons et de les porter dans un champ voisin.

Nous sommes en nage, la sueur nous coule tout le long du corps et une soif ardente nous dessèche la gorge.

Je demande au sous-officier s'il ne pourrait pas nous faire donner un peu d'eau.

— Vous foulez poire, dit-il... eh bien, vous gênez pas.

Et il nous indique en riant un ruisseau infect dans lequel stagne une eau fétide. Bonzique et moi nous retirâmes la rage qui nous monte au cœur... Il faut que nous soyons maîtres de nous jusqu'à la fin, mais nous nous promettons bien de nous venger de ce goudail, si l'occasion se présente.

Quand nous avons terminé notre travail de déblaiement, le sous-officier nous conduit dans une ferme où se trouvent des écuries et il nous fait faire ce que l'on appelle au régiment la corvée de litière.

Il faut que nous transportions le fumier derrière un hangar et que nous le jetions dans une fosse profonde de plusieurs mètres.

A chaque voyage, un soldat boche nous accompagne ; d'abord, il ne nous quitte pas d'une semelle, puis à la longue, il finit par se lasser et ne fait plus que la moitié du trajet. Finalement, il se contente de nous suivre du regard.

Le sous-off a disparu. Nous ne sommes donc plus surveillés que par les deux soldats dont l'un se tient à la porte de l'écurie, et l'autre à cent mètres environ de l'endroit où nous basculons notre civière.

Nous commençons à être éreintés, mais nos gardiens n'ont pas l'air de s'en apercevoir.

Comme à un moment je me suis assis sur le sol, un des soldats boches arrive furieux, prêt à me faire reléver à coups de crosse, mais je n'attends pas qu'il soit près de moi.

Au bout d'une heure, les deux factionnaires qui ne se sentent plus surveillés se mettent à causer entre eux et ne suivent plus nos allées et venues que d'un œil distrait.

Ils comprennent bien d'ailleurs que nous ne pouvons pas leur échapper, car un grand mur haut de près de trois mètres s'étend en face de nous. Pour nous en fuir, il faudrait que nous le contournerions et pour cela nous serions obligés de passer à proximité d'un poste.

Nous venons pour la vingtième fois peut-être de décharger notre civière, quand un bruit nous fait retourner.

C'est un volet qui vient de s'ouvrir au rez-de-chaussée d'un hangar et, dans l'encadrement de la fenêtre, nous apercevons le vieux paysan que nous avons déjà remarqué quand nous commençons à déblayer le chemin.

Il est évident qu'il veut nous parler, car il nous regarde avec sympathie.

Nous le saluons et il nous dit :

— C'est dur d'avoir là, hein ?... mes pauvres amis.

— Oui... plutôt... répond Figolet.

— On voudrait bien un peu ficher l'camp d'ici...

— Ça s'en va difficile, car le pays est bien gardé.

— Y a beaucoup de Boches ?

DERNIÈRE HEURE

EN ATTENDANT VERDUN TIENT

SUR LE FRONT RUSSE

Le début d'une décisive campagne d'été

Genève, 23 Mars. — Le colonel Secrétan résume, dans un article d'ensemble qui paraît dans la *Gazette de Lausanne* de ce soir, les péripéties de la bataille de Verdun et termine comme suit :

« En attendant, Verdun tient. La brèche est loin d'être faite et les positions de la dernière défense ne sont même pas entamées. L'armée française résiste admirablement et n'a pas dit son dernier mot. Jusqu'ici le quartier général français a lu dans le plan allemand comme dans un livre ouvert et a paré avec vigilance les attaques de l'adversaire. Ni les attaques secondaires menées depuis un mois par les Allemands dans les Flandres, dans l'Est, en Champagne, en Haute-Alsace, ni le bombardement de Saint-Dié ne lui ont donné le change et il s'est borné jusqu'ici à une action défensive, sans opposer offensive à l'offensive, mais sans aucun doute il a pu cela des raisons suffisantes. Ce contre quoi on proteste, au nom même de l'honneur des armées, ce sont les pratiques odieuses dont les troupes allemandes souillent leurs propres faits d'armes : gaz asphyxiants, appareils à jeter des flammes. Les effets matériels ont été faibles et ne valent pas la déconsidération qui en résulte sur les drapeaux impériaux. »

1,500 canons hors d'usage

Londres, 23 Mars. — D'après le *Central News*, 1,000 à 1,500 canons allemands auraient été mis hors d'usage par le tir intense dirigé sur les positions qui défendent Verdun.

Berlin apprend la vérité

Rotterdam, 23 Mars. — La presse allemande est maintenant autorisée à faire allusion à l'échec du krouppin. Le *Vossische Zeitung* publie l'exposé pessimiste suivant :

« La bataille de Verdun n'est plus l'œuvre des hommes, c'est un enfer. Les troupes qui vont à l'assaut vont au-devant de la mort, elles n'y trouvent qu'horreur et destruction. L'ennemi que nous avons à combattre ne nous est inférieur en aucune manière. En hommes et en matériel, sauf en ce qui concerne les canons de 17 pouces, il est aussi fort que nous. Rien de tout ce qui touche à la technique de la guerre moderne n'est étranger aux Français. » — (*Daily Mail*.)

Épisodes de la bataille

Peu à peu transpirent, comme ces eaux qui bouillonnent sous la terre et finissent par sourdre en une vaste nappe, les innombrables traits de courage et d'endurance, individuels ou collectifs, des troupes qui se battent depuis trois semaines pour barrer aux Allemands la route de Verdun. Individuels ou collectifs, ces traits se renforcent, se complètent, se détachent sur le fond immense de la bataille.

On a parlé de ces mitrailleurs qui, n'ayant pas d'affût pour leurs mitrailleurs, ont offert et donné leurs épaules. Voici un caporal et un soldat qui, le 25 février, voyant s'avancer toute une section ennemie lançant des liquides enflammés, se sont contentés de l'attendre de pied ferme, mais s'élançant au-devant d'elle et, à coups de grenades, la font reculer.

Dans le village de Haumont, complètement détruit par le bombardement effroyable des 21 et 22 février, seul le poste de commandement du colonel Bonville, commandant le 3^e régiment d'infanterie, a, par miracle, été épargné. Il était encore le colonel, les officiers adjoints et trois ou quatre soldats qui, tous, voyant les Boches envahir le village, prennent des fusils et font le coup de feu. Mais l'ennemi avec ses lance-flammes embrase le poste épargné qui se met à flamber ; de tous les côtés, il cerne le village et les derniers survivants de l'héroïque garnison vont être faits prisonniers ; une grande de halle et d'obus, le canon et une petite troupe franchissent les lignes et se replient sur Samogneux.

Un épisode presque semblable se passa le lendemain 24 février, au bois des Fosses. La 3^e compagnie du 3^e régiment, commandée par le capitaine Heurlet, ayant reçu l'ordre dans la soirée du 23 février d'occuper une position de 2^e ligne entre le bois des Fosses et le bois du Chaume, reçoit le lendemain 24, à une heure de l'après-midi, le choc meurtrier d'une attaque allemande menée par des forces très supérieures. L'ordre est de résister à outrance. Le capitaine maintient sa compagnie face à l'ennemi jusqu'au moment où, se voyant débordé et sur le point d'être entouré, il s'écrit : « Maintenant, mes amis, vous avez fait votre devoir. Repliez-vous, c'est la mort. » Mais lui demeure dans la tranchée, continuant à faire le coup de feu, préférant se faire tuer sur place plutôt que d'abandonner la position dont la défense lui a été confiée. Les débris de sa troupe, qui, sur son ordre, s'éloignent de lui en pleurant, l'aperçoivent encore le jour même, défendant sa tranchée. C'est la dernière image que ce chef laisse à ses hommes qui se torturent plus loin.

Dans ce même régiment, une compagnie tout entière résiste en bon ordre, même privée de ses chefs. Chargée de la défense d'un secteur particulièrement menacé, elle montre une admirable ténacité. Malgré des pertes cruelles et la mort de tous ses officiers, malgré les difficultés des communications et son demi-isolément, elle supporte pendant trois jours les attaques violentes et sans cesse répétées de l'infanterie allemande, subissant sans fléchir le bombardement le plus violent et les liquides enflammés, faisant de vigoureux contre-attaques à la baïonnette qui lui permettent de reprendre momentanément des positions de la ligne de défense tombées aux mains de l'ennemi. Lorsqu'elle doit battre en retraite pour s'appuyer à de nouveaux éléments, elle ramène tous ses blessés transportables et ne perd à aucun moment le contact de l'ennemi qu'elle contient.

Un chasseur parle de son chef, le lieutenant-colonel Driant : « Nous avons perdu notre colonel. Qu'est-il devenu ? Il n'était pas de pareil. C'était un héros. Avec son fusil, faisant le coup de feu, ravitaillant ses hommes en munitions, grenades, etc., toujours au point dangereux, toujours prêt à défendre un endroit difficile. Et avec quelle joie il disait : « Allez, mes chasseurs, encore un coup », ou bien : « Quand on est chasseur, on ne se rend pas et on ne recule pas. »

Un épisode presque semblable se passa le lendemain 24 février, au bois des Fosses. La 3^e compagnie du 3^e régiment, commandée par le capitaine Heurlet, ayant reçu l'ordre dans la soirée du 23 février d'occuper une position de 2^e ligne entre le bois des Fosses et le bois du Chaume, reçoit le lendemain 24, à une heure de l'après-midi, le choc meurtrier d'une attaque allemande menée par des forces très supérieures. L'ordre est de résister à outrance. Le capitaine maintient sa compagnie face à l'ennemi jusqu'au moment où, se voyant débordé et sur le point d'être entouré, il s'écrit : « Maintenant, mes amis, vous avez fait votre devoir. Repliez-vous, c'est la mort. » Mais lui demeure dans la tranchée, continuant à faire le coup de feu, préférant se faire tuer sur place plutôt que d'abandonner la position dont la défense lui a été confiée. Les débris de sa troupe, qui, sur son ordre, s'éloignent de lui en pleurant, l'aperçoivent encore le jour même, défendant sa tranchée. C'est la dernière image que ce chef laisse à ses hommes qui se torturent plus loin.

Dans ce même régiment, une compagnie tout entière résiste en bon ordre, même privée de ses chefs. Chargée de la défense d'un secteur particulièrement menacé, elle montre une admirable ténacité. Malgré des pertes cruelles et la mort de tous ses officiers, malgré les difficultés des communications et son demi-isolément, elle supporte pendant trois jours les attaques violentes et sans cesse répétées de l'infanterie allemande, subissant sans fléchir le bombardement le plus violent et les liquides enflammés, faisant de vigoureux contre-attaques à la baïonnette qui lui permettent de reprendre momentanément des positions de la ligne de défense tombées aux mains de l'ennemi. Lorsqu'elle doit battre en retraite pour s'appuyer à de nouveaux éléments, elle ramène tous ses blessés transportables et ne perd à aucun moment le contact de l'ennemi qu'elle contient.

Un chasseur parle de son chef, le lieutenant-colonel Driant : « Nous avons perdu notre colonel. Qu'est-il devenu ? Il n'était pas de pareil. C'était un héros. Avec son fusil, faisant le coup de feu, ravitaillant ses hommes en munitions, grenades, etc., toujours au point dangereux, toujours prêt à défendre un endroit difficile. Et avec quelle joie il disait : « Allez, mes chasseurs, encore un coup », ou bien : « Quand on est chasseur, on ne se rend pas et on ne recule pas. »

Un épisode presque semblable se passa le lendemain 24 février, au bois des Fosses. La 3^e compagnie du 3^e régiment, commandée par le capitaine Heurlet, ayant reçu l'ordre dans la soirée du 23 février d'occuper une position de 2^e ligne entre le bois des Fosses et le bois du Chaume, reçoit le lendemain 24, à une heure de l'après-midi, le choc meurtrier d'une attaque allemande menée par des forces très supérieures. L'ordre est de résister à outrance. Le capitaine maintient sa compagnie face à l'ennemi jusqu'au moment où, se voyant débordé et sur le point d'être entouré, il s'écrit : « Maintenant, mes amis, vous avez fait votre devoir. Repliez-vous, c'est la mort. » Mais lui demeure dans la tranchée, continuant à faire le coup de feu, préférant se faire tuer sur place plutôt que d'abandonner la position dont la défense lui a été confiée. Les débris de sa troupe, qui, sur son ordre, s'éloignent de lui en pleurant, l'aperçoivent encore le jour même, défendant sa tranchée. C'est la dernière image que ce chef laisse à ses hommes qui se torturent plus loin.

Dans ce même régiment, une compagnie tout entière résiste en bon ordre, même privée de ses chefs. Chargée de la défense d'un secteur particulièrement menacé, elle montre une admirable ténacité. Malgré des pertes cruelles et la mort de tous ses officiers, malgré les difficultés des communications et son demi-isolément, elle supporte pendant trois jours les attaques violentes et sans cesse répétées de l'infanterie allemande, subissant sans fléchir le bombardement le plus violent et les liquides enflammés, faisant de vigoureux contre-attaques à la baïonnette qui lui permettent de reprendre momentanément des positions de la ligne de défense tombées aux mains de l'ennemi. Lorsqu'elle doit battre en retraite pour s'appuyer à de nouveaux éléments, elle ramène tous ses blessés transportables et ne perd à aucun moment le contact de l'ennemi qu'elle contient.

Un chasseur parle de son chef, le lieutenant-colonel Driant : « Nous avons perdu notre colonel. Qu'est-il devenu ? Il n'était pas de pareil. C'était un héros. Avec son fusil, faisant le coup de feu, ravitaillant ses hommes en munitions, grenades, etc., toujours au point dangereux, toujours prêt à défendre un endroit difficile. Et avec quelle joie il disait : « Allez, mes chasseurs, encore un coup », ou bien : « Quand on est chasseur, on ne se rend pas et on ne recule pas. »

CHEZ LES BOCHES

La guerre de pirates les divise

Berne, 23 Mars. — Voici quelques renseignements précis sur les événements qui ont marqué l'importante journée parlementaire d'hier à Berlin.

Au début de la séance du Reichstag, si impatiemment attendue par toutes les classes de la population, le président, docteur Kaempfer, a déclaré qu'à la suite de l'accord intervenu entre les représentants de tous les partis, la question des sous-marins sera exclue de la discussion du budget en première lecture jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire aussi longtemps que les représentants des partis ne prendront pas une autre décision. La discussion de cette question aura lieu le plus largement possible à la commission du budget qui se réunira dans les premiers jours de la semaine prochaine.

La décision prise par les partis a été annoncée par le fait que les socialistes ont déclaré que si les nationaux-libéraux et les conservateurs défendaient leur motion aux séances publiques, un orateur socialiste exposerait à la tribune, dans un grand discours, la situation politique. A la suite de ces déclarations les conservateurs et les nationaux-libéraux ont consenti à remettre leur motion à la commission du budget. C'est là, sans aucun doute, un grand succès pour le chancelier.

La situation parlementaire s'était modifiée depuis hier en ce sens que les socialistes avaient eux aussi déposé leur motion ainsi conçue :

Le Reichstag exprime l'espoir que, dans le débat du sujet de l'emploi des sous-marins, tout ce qui pourrait nuire aux intérêts des Etats neutres et entraînerait une aggravation et une extension de la guerre, sera strictement laissé de côté.

Le Reichstag compte au contraire que le gouvernement fera tous ses efforts pour amener une paix prochaine qui assurera l'intégrité de l'empire, son indépendance politique et la liberté de son développement économique.

Le parti populaire progressiste, contrairement à ce que l'on avait dit, avait renoncé à déposer une motion particulière, de telle sorte que le débat, s'il avait eu lieu, serait resté circonscrit à quatre motions.

Au Reichstag

Genève, 23 Mars. — On mande de Berlin :

Le Reichstag a continué aujourd'hui la discussion en première lecture du budget. Les partis bourgeois ont rendu hommage aux mérites de l'amiral Driant, créateur de la flotte allemande dont le nom sera immortalisé et dont l'esprit survivra dans les exploits héroïques de la marine.

Le comte W. Vastap, conservateur, déclare que les combats à l'est et à l'ouest ainsi que sur mer, constituent des actions héroïques inoubliables de nos troupes ; la confiance dans le commandement suprême reste intacte (Bravos). La vie économique allemande subit l'épreuve qui lui est imposée ; il n'est pas question de nous affaiblir, le pessimisme n'est justifié ni économiquement ni militairement (Applaudissements).

M. Mertin, de la fraction allemande, déclare : « Nous aussi, nous admirons les exploits des troupes sur terre et dans les airs. Personne n'a péri de faim en Allemagne et personne ne sera affamé. Nous tiendrons. »

M. Liebknecht a protesté énergiquement contre la décision de ne pas discuter au Reichstag les résolutions des conservateurs au sujet de la guerre sous-marine. Il a émis l'opinion qu'il n'est pas juste d'entretenir un travail obscur se fait et être surpris par le subitement mis devant le fait accompli. On dira Thielitz redit.

L'orateur a été interrompu constamment et, finalement, il est descendu de la tribune sans avoir pu terminer son discours, au milieu du tumulte.

Le budget et l'impôt sur les bénéfices de guerre sont renvoyés à la commission du budget et les autres impôts à des commissions spéciales.

Les marins hollandais refusent d'embarquer

Amsterdam, 23 Mars. — Selon le *Nieuw Vandaag*, la Fédération de la marine a décidé par 23 voix contre 3 de ne pas embarquer en raison du danger des sous-marins.

Navires torpillés sans avertissement

Le Havre, 23 Mars. — Le bâtiment anglais *Kelvingbank* et le bâtiment norvégien *Kenig* ont été torpillés en Manche sans avertissement.

Les équipages ont été sauvés, sauf le second du capitaine du *Kelvingbank*.

Londres, 23 Mars. — Le Lloyd annonce que le navire français *Bougainville* a coulé. 35 hommes d'équipage ont été recueillis.

D'autre part, M. Lloyd George a annoncé à la Chambre des Communes que le vapeur *Sea Serpent* a coulé.

Deux hydravions boches auraient été abattus après le raid sur Douvres

Londres, 23 Mars. — L'Associated Press apprend qu'un deuxième hydravion allemand a été abattu pendant le raid sur Douvres dimanche.

Un pilote anglais allant en France voir les aviateurs ennemis, les attaqua aussitôt et réussit à obliger l'appareil allemand à descendre en mer.

L'aviateur anglais a continué ensuite son voyage vers la France.

L'Angleterre délivre des prisonniers

Le Caire, 23 Mars. — (Officiel.) — Sur l'avis que 91 prisonniers des Senoussis étaient à Birkhakin, à 70 milles de Sollum, dix ambulances automobiles, dont neuf blindées, ont quitté Sollum le 17 mars, à trois heures du matin, et, après avoir couvert 121 milles environ, ont atteint Birkhakin.

Les gardiens se sont enfuis à leur approche, mais ont été poursuivis et tués. Toutes les automobiles sont rentrées en ramenant les prisonniers dont l'état est satisfaisant.

Il reste encore deux prisonniers chez les Senoussis, mais on a bon espoir de les délivrer.

La cohésion stratégique entre les Alliés

Londres, 23 Mars. — Tous les journaux de l'après-midi publient des articles sur l'Italie, en l'honneur de la présence du général Cadorna à Londres.

De l'*Evening Standard* :

L'Italie a parfaitement rempli son rôle depuis son entrée en campagne.

La visite du général Cadorna renforcera l'unité politique nécessaire aux Alliés pour vaincre les Allemands.

De la *Daily Mail Gazette* :

Le fait marquant de la visite du général Cadorna, c'est qu'elle aidera à l'accomplissement du grand idéal de cohésion stratégique entre les commandements alliés. Si, en raison des relations amicales entre l'Italie et l'Allemagne, quelques-uns parmi nous supposaient que cette cohésion n'intéressait nullement l'Italie, la présence du général Cadorna à Londres modifiera leur opinion à ce sujet.

De l'*Evening Standard* :

L'Italie, tout comme la France, a eu le bon fortune de découvrir au moment critique un chef digne de maintenir l'honneur de son pays. Le général Cadorna, le chef des armées italiennes, possède le même sang-froid, la même confiance et le même clair jugement qui ont fait du généralissime français l'un des plus grands capitaines de l'histoire. De fait, l'Italie, en envoyant le général Cadorna en leur procurant de tels hommes qui leur apportent de telles assurances de victoire.

Avant la Conférence des Alliés

Rome, 23 Mars. — Le Conseil des ministres s'est réuni, ce matin, sous la présidence de M. Salandra.

Le Conseil a procédé à la mise au point définitive de toutes les questions et de tous les problèmes économiques qui se rattachent à la guerre et que M. Salandra exposera au roi, au grand quartier général, pour qu'il soit parti le soir.

MM. Sonnino, ministre des Affaires étrangères, et le général Dadi Olio l'attendront à Turin.

Le sous-secrétaire d'Etat aux munitions assistera, en effet, au Conseil de guerre des Alliés, où il aura, tout particulièrement, à poursuivre des accords avec M. Albert Thomas.

M. Salandra part pour le quartier général

Rome, 23 Mars. — Le général M. Salandra est parti pour la zone de guerre où il sera rejoint par M. Sonnino.

A la gare, il a été salué par MM. Barrère, ambassadeur de France, les ministres et sous-secrétaires d'Etat et toutes les autorités.

Après avoir conféré avec le roi, MM. Salandra et Sonnino se rendront à Paris, accompagnés du général Dadi Olio, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, et de M. de Martini, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

Gabriele d'Annunzio décoré de la valeur militaire

Rome, 23 Mars. — Le ministre de la marine a soumis à la signature du lieutenant général du royaume un décret conférant la médaille d'argent de la valeur militaire à Gabriele d'Annunzio. L'exposé des motifs dit :

« Comme officier observateur à participation volontairement à différentes missions de guerre, accomplies par les hydravions de la marine, montrant toujours une conduite exemplaire et vaillante, et donnant constamment la preuve du sang-froid et de la hardiesse juvénile, également en présence du feu de l'ennemi. »

« Dans un atterrissage à reçu une grave lésion à l'œil droit. (Haute Adriatique, mai 1915, et février 1916) »

Emeutes à Constantinople

Odessa, 23 Mars. — Des nouvelles parvenues dans cette ville annoncent que des émeutes sérieuses se sont produites à Constantinople par suite du manque de nourriture et du renchérissement de la vie.

De nombreux magasins ont été dévastés. Les émeutiers, conduits par des agitateurs ont attaqué les propriétés de notables grecs et arméniens. Le gouvernement a dû recourir à la force armée pour disperser la foule furieuse. De nombreuses arrestations ont été opérées. — (*Daily Mail*.)

Les casques d'acier dans l'armée britannique

Londres, 23 Mars. — Aujourd'hui, à la Chambre des Communes, M. Lloyd George, répondant à une question, a déclaré qu'on avait reçu des rapports très satisfaisants sur les services rendus par les casques d'acier dont on a doté les troupes au front britannique. On en a déjà livré 300,000 et on fait le nécessaire pour donner satisfaction aux demandes du ministère de la Guerre à cet égard.

Le colonel Driant

Genève, 23 Mars. — On sait que le roi d'Espagne a chargé son ambassadeur à Berlin de demander au gouvernement allemand une enquête sur le sort du lieutenant-colonel Driant, disparu dans le bois des Caures.

Il a été établi que le nom du lieutenant-colonel Driant ne figure pas sur les listes de prisonniers, blessés ou morts, de la Croix-Rouge allemande, ni sur celles des bureaux d'informations du ministère de la Guerre.

Les sursis des ouvriers boulangers

Les ouvriers boulangers ont tenu hier matin, à la Maison Commune, rue du Château, une réunion de quartier.

La question des sursis a été longuement discutée. On sait que le syndicat des ouvriers boulangers a fait plusieurs démarches auprès des pouvoirs publics afin d'obtenir des sursis pour les ouvriers boulangers et patrons boulangers, sans pour les patrons qui ne travaillent pas au front et qui l'on dénomme marchands de pain.

Ceux qui trafiquent des stupéfiants Ceux qui en meurent

Les trafiquants d'opium, de cocaïne et de morphine continuent leur odieux commerce, propagant le vice qui fait de si profonds ravages dans certains milieux de la population parisienne.

Une fumerie d'opium a encore été découverte et une femme, une malheureuse qui se plaignait à la morphine, a trouvé la mort, sous l'opium, semble-t-il, de sa funeste passion pour les stupéfiants.

La fumerie d'opium a été découverte dans un immeuble de la rue de Turin, chez un homme de lettres dont la femme est actrice. Une perquisition a permis de saisir un matériel complet de fumerie et un stock important de drogue : opium et cocaïne. Cette fumerie était fréquentée entre autres par un littérateur et un chansonnier bien connus.

Les stupéfiants étaient procurés par un garçon coiffeur, Henri Plassiat, demeurant avenue de Clichy, qui fut arrêté. Au domicile de Plassiat, on arrêta également un ami de ce dernier, Dominique Mariani, demeurant rue Tholozé, dont il fut question hier matin dans le *Petit Journal* à l'occasion du vol d'un chien.

Le fournisseur était un pharmacien de la rue de Cléry, Georges Nardin, 55 ans, déjà condamné maintes fois pour vente de cocaïne, notamment à deux mois de prison et 3,000 francs d'amende, au mois d'octobre dernier. Nardin a été de nouveau arrêté. Une perquisition opérée dans des banques où il possédait des compartiments de coffre-fort, a fait découvrir environ un kilo de cocaïne.

Une autre pharmacien et deux courtiers en droguerie vont être aussi poursuivis.

Une victime de la morphine

La nouvelle victime des stupéfiants est une jeune femme dont le nom a été souvent prononcé : la grande Marcelle, morphomane et cocaïnomanie, condamnée plusieurs fois pour trafic de la morphine et de la cocaïne. Elle a été trouvée morte, hier après-midi dans une chambre d'hôtel de la rue Leprieux.

Damie qui avait passé la nuit et la matinée avec elle-même morphomane, a déclaré que la veille la grande Marcelle s'était fait faire cinq piqûres de morphine dans la soirée — probablement pour se donner volontairement la mort et qu'elle présentait des symptômes d'empoisonnement.

L'appel de la classe 1888

Les principales dispositions prises par l'autorité militaire pour l'appel d'une fraction de la classe 1888 (service armé) vont être, par les soins de l'administration préfectorale, portées par voie d'affiches à la connaissance des intéressés qui trouveront dans les mairies des modèles de déclaration.

Les hommes des catégories à convoquer qui à la date du 15 mars 1916 étaient employés comme civils dans les usines de guerre (établissements de l'Etat ou établis par le service de l'Etat) ou dans les usines de la région parisienne, seront affectés d'office à l'établissement où ils travaillent et ne seront pas déplacés du fait de leur convocation.

La convocation d'une partie de la classe 1888 ne portera d'ailleurs que sur 20,000 hommes, dont environ 2,000 appartenant à la région parisienne.

A TRAVERS PARIS

Le feu dans une motrice du Nord-Sud

Sur la ligne A du Nord-Sud, hier matin à 9 h. 14, à la station de la rue du Bac, à la suite d'un court circuit, le feu a éclaté dans la voiture motrice de l'arrière.

En éteignant ce commencement d'incendie, un caporal pompier qui se trouvait dans le train, comme voyageur, a été brûlé aux mains. Le feu a été rapidement éteint. L'interruption du service des trains n'a été que d'un quart d'heure.

Incendie d'un quai de la Loire

Un incendie s'est déclaré, hier, dans la soirée, vers 9 heures, dans l'usine Vaudier, quai de la Loire. Les pompiers, après plusieurs heures d'efforts, sont parvenus à se rendre maîtres du feu. Il n'y a pas eu d'accident de personnes, mais les dégâts matériels, non encore évalués, paraissent importants.

LES TRIBUNAUX

La bande de Saint-Ouen

De dangereux malfaiteurs, des jeunes gens de dix-huit ans, Antoine Dommergue et Lucien Chretien, et leurs dignes complices, Alice Fuclos, dit Sauval, et Lucie Portis ont comparu, hier, devant la 8^e chambre correctionnelle sous les inculpations de vols avec violence. Ils opèrent particulièrement à Saint-Ouen où, le 23 octobre, le 2 et le 20 février ils ont attaqué des passants attardés. M. Gutt, Mme Millet et M. Oudin, qui, sous la menace du revolver et du couteau, ont dû se laisser prendre leur porte-monnaie et leur montre. Les trois rôdeurs ont été condamnés chacun à trois ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour et les femmes chacune à six mois de la même peine.

Le Boche Steinberg en appel

Le Boche Oscar Steinberg, l'ex-directeur du cabinet d'affaires « Veritas et Securitas », condamné lundi dernier par la 10^e chambre correctionnelle à deux ans de prison pour escroqueries et recel, n'accepte pas comme définitive la condamnation qui l'a frappé. Il vient de faire appel de cette sentence.

Geissler, de l'Astoria, renvoyé devant les juges correctionnels

M. Rouquell, juge d'instruction, à qui M. Bour, substitut du procureur de la République, avait adressé ses dernières réquisitions dans cette affaire, a signé hier son ordonnance renvoyant définitivement Arthur Geissler, l'ex-directeur de l'Astoria, devant les juges de la 10^e chambre correctionnelle pour escroqueries et abus de confiance.

Une ex-écuyère étranglée

Angers, 23 Mars. — Une ancienne écuyère du cirque R., la nommée Marcelle Brion, née le 25 décembre 1891, à Montguyon (Charente), a été trouvée morte, dimanche matin, dans la chambre qu'elle occupait, au premier étage, rue Bodinier.

L'autopsie faite aujourd'hui a démontré que la malheureuse a été étranglée dans son lit. L'enquête se poursuit.

Violente explosion dans une usine

Valence, 23 Mars. — Cet après-midi, une violente explosion a détruit les sèches de l'usine de l'usine de munitions des Usines Crozier.

Il y a un mort et huit blessés légèrement.

Des instruments de musique pour des braves, s' v. p.

Un appel m'est adressé qui ne tombera pas, espérons-le, dans des oreilles de sourds. Il s'agit de doter d'instruments de musique : hautbois, clarinettes, violons, altos, flûtes, contrebasses, etc., le nouvel institut de rééducation pour mutilés de la guerre, créé dans un pittoresque site normand limitrophe de la Bretagne, à l'abbaye Blanche de Mortain, par M. de Broqueville, ministre de la guerre, et M. de Pauw, son chef de cabinet.

Les nombreux établissements de rééducation, décrits précédemment ici, enseignent des métiers manuels aux soldats estropiés de la classe ouvrière. L'institut de Mortain, sans négliger la rééducation physique de ses pensionnaires par la mécanique, la gymnastique, la gymnastique, vise à assurer l'avenir des intellectuels mutilés en les initiant à des professions manuelles élevées, selon leurs aptitudes.

« Pour l'été, par exemple, la guerre, devra sa sollicitude aux braves corporellement amoindris, une véritable pépinière d'employés de tous grades, et pour l'enseignement primaire, secondaire, voire universitaire, une autre pépinière de serveurs, c'est-à-dire d'instituteurs et de professeurs d'autant plus dignes d'éduquer la prochaine génération que leurs infirmités et les traces de leurs blessures donneront à leurs élèves d'éloquents leçons de patriotisme. Mieux encore : une section commerciale de l'institut de Mortain va dresser aux emplois du commerce, de l'industrie et de la banque, des mutilés qui viendront remplacer avantageusement les légions de commis allemands qui avaient envahi la finance et le négoce de chez nous, en véritable avant-garde masquée des hordes de Guillaume II. Encore une forme de l'après-guerre économique. Et ceux de nos braves soldats qui auront perdu jambe ou bras à la bataille contribueront ainsi aux nouvelles victoires destinées à nous libérer de l'ancienne emprise toulonnaire sur nos marchés du travail, indirects pourvoyeurs de Krupp. »

C'est pour eux, pour leur divertissement aux heures de repos, que je sollicite des instruments de musique. La plupart sont mélancoliques, — qui n'est pas le cas du sociable Boche — ou, traditionnellement, jusqu'à l'heure de cette guerre, on fraternisait par groupes de chanteurs ou de musiciens instrumentistes, ou, en pleine guerre, fût-on même blessé ou amputé, on cherchait à s'asseoir encore sous les auspices d'Euterpe, l'une des rares muses dont certain personnage du *Bois Sacré* retienne le nom.

